



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

Direction des libertés publiques et de l'environnement
Bureau de la réglementation et de l'environnement

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

Société NEXANS FRANCE

4-10 rue Mozart
92587 CLICHY SUR SEINE

LE PREFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Etablissement

101 route d'Arnay
71400 AUTUN

N° 12-00339

VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et son article L.514-1,

VU le dossier déposé le 17 mai 2011 par la société NEXANS demandant l'autorisation d'exploiter (régularisation) une installation de fabrication de câbles électriques sur la commune d'Autun,

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et en particulier ses articles 18 et 19,

Considérant qu'au vu des éléments communiqués dans le dossier de demande d'autorisation, l'analyse du risque foudre et l'étude technique n'ont pas été réalisées conformément aux exigences définies aux articles susvisés,

Considérant ainsi que les articles susvisés ne sont pas respectés,

Considérant que le non respect des prescriptions réglementaires peut entraîner des risques pour l'environnement,

Considérant que selon l'article L514-1-I du code de l'environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

VU le rapport de Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 3 janvier 2012,

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la Préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

La société NEXANS est mise en demeure, pour son établissement situé sur la commune d'Autun, de respecter, dans un délai de trois mois, les prescriptions des articles 18 et 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

Les conclusions de l'analyse du risque foudre et de l'étude technique sont transmises à l'inspection sous trois mois à partir de la notification du présent arrêté, accompagnées d'un échéancier de mise en place des mesures de prévention et les dispositifs de protection.

ARTICLE 2 :

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1^{er}, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la préfecture, Mme la sous-préfète d'Autun, M. le maire d'Autun, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à l'unité territoriale de Saône-et-Loire de la DREAL Bourgogne.

Mâcon, le 7 FEV. 2012

Le Préfet

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Magali SELLES